

## Dix engagements en faveur d'un développement durable, juste et solidaire : Questionnaire aux candidats aux élections européennes 2014 LES REPONSES DU FRONT DE GAUCHE – 12 MAI 2014

Coordination SUD, la plate-forme française des ONG de solidarité internationale, rassemble aujourd'hui plus de 140 ONG, dont une centaine *via* six collectifs (CLONG-Volontariat, CNAJEP, Coordination Humanitaire et Développement, CRID, FORIM, Groupe Initiatives) qui s'engagent, auprès des populations défavorisées et en soutien à des partenaires dans les pays du Sud, dans des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains, et qui mènent aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer. Les organisations membres de Coordination SUD représentent une large assise sociale de plusieurs centaines de milliers de bénévoles, donateurs et sympathisants.

Coordination SUD est membre de collectifs français et européens associatifs : le mouvement associatif, CONCORD (la Confédération des ONG européennes d'urgence et de développement), et le FIP (Forum international des plates-formes nationales d'ONG).

Coordination SUD se mobilise pour appeler les futur(e)s parlementaires européen(ne)s à soutenir la solidarité internationale et à promouvoir une Europe engagée en faveur d'un développement durable, juste et solidaire. C'est pourquoi nous vous adressons le questionnaire ci-dessous et nous vous invitons à vous exprimer sur vos engagements, dans la perspective de la prochaine législature du Parlement européen. Ce questionnaire reprend les propositions de l'appel *Dix engagements en faveur d'un développement durable, juste et solidaire* qui expriment les attentes des ONG françaises de solidarité internationale vis à vis des futurs parlementaires européens. Il a pour objectif de recueillir les positions des candidats, de les comparer et d'assurer par la suite un suivi des engagements pris.

Ce questionnaire, qui cherche à couvrir un spectre large des préoccupations des ONG françaises de solidarité internationale membres de Coordination SUD, s'inscrit dans une démarche complémentaire aux initiatives de certaines ONG membres auprès des candidats aux élections européennes, des initiatives qui ciblent plus spécifiquement certains enjeux. Le suivi est organisé en coordination avec les démarches propres à certaines organisations membres.

**Les réponses à ce questionnaire et leur analyse seront diffusées par Coordination SUD, auprès des médias et de son réseau.**

Le Traité de Lisbonne donne une place centrale à la Charte des droits fondamentaux. Le Parlement européen bénéficie donc d'un cadre favorable à l'approche par les droits humains. **Les futurs Parlementaires européens doivent veiller au respect des droits humains et au renforcement de la participation et de l'engagement des citoyens européens dans l'ensemble des politiques humanitaires et de développement de l'Union européenne.**

Dans ce cadre, le Parlement Européen doit notamment réaffirmer son engagement à :

- ❖ **CONDAMNER TOUTE FORME DE DISCRIMINATION**, qu'elle soit liée au sexe, aux origines, à l'âge, au statut socioprofessionnel. Cela implique l'adoption de mesures claires et suivies pour assurer l'égalité de traitement et l'accès aux mêmes droits pour tous ;
- ❖ **PROMOUVOIR LA CITOYENNETÉ ACTIVE** en soutenant les initiatives de développement menées par les citoyens et les résidents européens, en Europe et dans les pays tiers, par le biais d'un appui aux engagements volontaires et à l'éducation au développement et aux mobilisations citoyennes;
- ❖ **RENFORCER LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE** à travers des processus de dialogue, par l'inclusion de dispositions obligatoires pour la participation et la consultation des acteurs de la société civile dans tout texte législatif de l'UE ayant une incidence sur les droits et les moyens de subsistance des citoyens à l'intérieur et hors de l'Europe.

*Si vous êtes élu, vous engagez-vous à défendre ce principe ?*

Oui. Ces engagements sont consubstantiels des valeurs portées par le Front de gauche.

Coordination SUD souhaite que la cohérence des politiques pour le développement (CPD) soit explicitement conçue par le Parlement et les autres institutions européennes comme un moyen d'assumer ses obligations extraterritoriales de respecter les droits humains dans les pays tiers.

*Si vous êtes élu, vous engagez-vous en faveur de cette proposition ?*

Oui.

Le plan d'actions du Parlement européen pour la cohérence des politiques (CPD) doit permettre :

- d'améliorer ou de mettre en place des mécanismes d'évaluation des incohérences, - via des études d'impacts indépendantes associant les acteurs concernés ainsi qu'un système de recours pour les victimes - et de corriger ces incohérences ;
- de renforcer l'organisation interne du Parlement en faveur de la cohérence des politiques avec : la nomination d'un rapporteur permanent pour la CPD, la création de la fonction de « point de contact CPD » dans chacune des commissions parlementaires, et la nomination d'un rapporteur permanent pour la CPD parmi les membres Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP) de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-Union européenne.

*Si vous êtes élu, vous engagez-vous en faveur de cette proposition ? Comment comptez-vous la mettre en œuvre ?*

Oui. Nous nous engageons à défendre cette proposition. Il est notamment important que le Parlement européen se donne les moyens d'évaluer de façon indépendante de la Commission européenne les impacts des diverses politiques en matière de développement dans les pays du Sud en termes économiques, sociaux (et notamment d'inégalités sociales), écologiques et de respect des droits fondamentaux (et notamment d'accès aux biens fondamentaux), en y associant étroitement différents acteurs du Sud (notamment les syndicats et les mouvements sociaux). Les possibilités de recours sont fondamentales et doivent être approfondies.

.....

Réviser ce Pacte et proposer une approche globale des migrations, fondée sur le respect du droit international, afin de mettre en cohérence les politiques de développement et les politiques migratoires. Le Parlement européen doit veiller à ce que ces nouvelles orientations politiques accordent une place centrale à la protection des droits des personnes migrantes, aspect trop négligé jusqu'à présent et qui est pourtant une condition préalable à tout accroissement de l'impact positif des migrations sur le développement.

*Si vous êtes élu, vous engagez-vous en faveur de cette proposition ?*

Le Front de Gauche veut rompre avec l'Europe forteresse qui, avec FRONTEX, criminalise et met en danger les migrants extracommunautaires et conduit à l'accumulation des naufragés et des cadavres à nos frontières. Nous refusons le sort fait aux Roms, érigés en boucs émissaires.

Nous lutterons pour la suppression des zones de rétention administrative qui sont des zones de non droit. Nous renégocierons les accords de Schengen au profit d'une action résolue en faveur de politiques nouvelles de migrations internationales et de codéveloppement, en particulier avec les pays du pourtour méditerranéen.

Nous mobiliserons au niveau européen pour l'abrogation de la « directive de la honte » de 2008 qui banalise et généralise une politique d'internement et d'expulsion des migrants en Europe et refuserons de les appliquer en France.

L'Europe refondée, à l'opposé de l' « Europe forteresse », devra veiller au respect des droits des migrants, à commencer par le droit d'asile, le droit à la scolarisation, le droit au travail.

Nous nous opposons au conditionnement de l'aide au développement à la signature d'accords de réadmission des migrants.

Présenter ou soutenir une résolution du Parlement européen engageant la Commission à proposer au Conseil un mandat révisé pour la négociation d'accords de coopération et de solidarité, en substitution des Accords de Partenariat Economique, reconnaissant aux ensembles régionaux Afrique - Caraïbe - Pacifique le plein droit à la souveraineté alimentaire et à la protection de leurs marchés.

*Si vous êtes élu, vous engagez-vous en faveur de cette proposition ?*

Nous dénonçons les accords de libre échange et notamment les accords dits de partenariat économique, qui affaiblissent les économies des pays du Sud, et notamment les secteurs économiques jouant un rôle déterminant en termes de génération d'emplois et de revenus pour les classes populaires (agriculture, petite industrie, etc.), le tout au profit essentiellement des entreprises multinationales. Ces accords sont là pour garantir et s'assurer l'accès à des marchés et l'approvisionnement en matières premières au seul bénéfice des multinationales et au détriment des populations. Nous voterons contre ces accords. Nous nous battons pour leur substitution par des accords basés sur la solidarité et la coopération. Nous défendons la coopération internationale plutôt que la guerre commerciale. Avec l'Amérique Latine, l'Afrique, l'Asie, le Proche Orient, de nouvelles relations doivent se nouer sur un pied d'égalité et non dans le cadre des accords de libre échange.

S'impliquer auprès du Conseil Européen en amont du vote sur le paquet Energie-climat pour proposer 3 objectifs contraignants pour 2030 négociés simultanément :

- réduction des émissions de gaz à effet de serre (-55% en 2030 par rapport à 1990) ;
- réduction de la consommation d'énergie (au moins 40% d'économies par rapport à la tendance) ;
- augmentation de la part des énergies renouvelables (45% du bouquet énergétique de l'Europe). Ce dernier objectif doit inclure la fin des politiques de soutien à la production ou à la consommation d'agrocarburants industriels produits à base de cultures alimentaires et énergétiques, dans le cadre de la révision de la Directive sur les énergies renouvelables (DER) en 2014.

*Si vous êtes élu, vous engagez-vous en faveur de cette proposition ?*

L'Europe doit se mobiliser dès maintenant pour la lutte contre le réchauffement climatique et obtenir, à Paris, en 2015, un accord juridiquement contraignant et différencié de réduction des émissions des gaz à effets de serre, concernant tous les grands pays émetteurs, qui limite le réchauffement au plus à 2°C, ainsi que la création des fonds financiers incontournables dédiés à l'accompagnement des pays du Sud, des pays les moins développés et des pays les plus fragilisés dans leur projet de développement.

Ces mesures impliquent de rompre et désobéir à l'OMC, au FMI, en sus des directives ou traités européens, d'imposer de nouvelles orientations pour lutter contre la surconsommation matérielle (obsolescence programmée, emprise publicitaire, etc.), et de favoriser l'extension des services publics, et leur accès gratuit.

Le principe d'équité est un enjeu majeur pour le Front de gauche et le Protocole de Kyoto aurait dû être une application de ce principe et de responsabilité "différenciée" entre les pays riches et les autres. La dette écologique des pays riches vers les pays pauvres est immense, en particulier en matière de réchauffement climatique, mais aussi de transfert de la pollution et de ses conséquences vers les pays pauvres.

Aujourd'hui, nous nous dirigeons vers un réchauffement de 3 à 4°C en moyenne, voire plus, ce qui pourrait représenter jusqu'à 6°C supplémentaires en Afrique subsaharienne !

Si l'on souhaite maintenir la hausse des températures en deçà du seuil de 2°C, il faut réorienter au plus tôt nos modes de production d'énergie, pour diminuer significativement nos émissions de gaz à effet de serre. Le tout dernier rapport du GIEC enfonce le clou : le changement climatique s'accélère, nos émissions de gaz à effets de serre augmentent de plus en plus vite, particulièrement depuis 10 ans !

Le 16 avril, le Parlement Européen devait ratifier le règlement d'application de la deuxième période du protocole de Kyoto de diminution de nos gaz à effet de serre. Ce règlement s'appuie définitivement sur la très insuffisante ambition de diminuer nos gaz à effet de serre de 40% de réduction des émissions en 2030 par rapport à 1990. En réalité, cet objectif repousse à plus tard la très large majorité des efforts nécessaires pour atteindre les objectifs préconisés par le GIEC. Grave erreur car au delà du résultat, en matière de réduction des émissions, c'est tout autant l'objectif que la trajectoire pour l'atteindre qui importe. Les gaz à effet de serre s'accumulent d'année en année dans l'atmosphère.

Aussi, plus vite nous réduisons les émissions, moins l'effort à fournir est important, en particulier pour les pays pauvres qui payent le prix humain inacceptable lié au réchauffement climatique, sans en être responsable. Plus nous repoussons ces efforts, plus ceux à déployer seront importants sur la dernière période, plus les catastrophes se multiplieront partout dans le monde et plus les actions dites "d'atténuation" seront difficiles.

**Le Front de Gauche demandera à l'Europe de fixer des objectifs à la hauteur des enjeux et d'assumer enfin ses responsabilités en matière énergétique et de tout mettre en oeuvre pour atteindre. Nos candidats s'engagent donc totalement à respecter le point 4 du questionnaire de la coordination Sud.**

Les préconisations issues du récent rapport du GIEC ajoutent qu'il faudra multiplier par deux les investissements dans les énergies renouvelables (par rapport aux investissements réalisés en 2010), et largement réduire les investissements dans les énergies fossiles (c'est à dire diminuer ces investissements de 30 Md\$/an, soit -20% entre 2010 et 2029). Ce dont nous avons besoin, à la fois d'un point de vue social et écologique, c'est d'investissements publics forts dans la transition énergétique, et de cesser de produire n'importe quoi, n'importe où, n'importe comment, permettre à chaque peuple de décider de ce qu'il produit, en fonction de ses propres besoins.

Ces objectifs devraient donner lieu la mise en place de la "règle verte" afin de s'assurer de la mise en application d'une planification écologique dans chacun des pays Européens qui permettra également :

- De stopper l'accroissement des tonnes de marchandises qui parcourent le monde sans aucun contrôle, en particulier les déplacements de marchandise en avion entre les continents
- De sanctionner les pratiques irresponsables des multinationales dans les pays émergents (pollution, exploitation indigne des travailleurs)
- De limiter les échanges mondiaux et les délocalisations et de développer au niveau mondial les filières d'avenir dans l'efficacité énergétiques et les énergies renouvelables"

.....

Mobiliser des financements publics spécifiques, additionnels et distincts des engagements existants en matière d'aide publique au développement, pour la lutte contre le changement climatique, en particulier pour alimenter le fonds vert et le fonds pour l'adaptation. La publication d'une feuille de route est nécessaire pour démontrer les progrès déjà réalisés et les actions envisagées pour contribuer à l'atteinte de l'objectif global (pour tous les pays développés) de mobiliser US\$ 100 milliards par an d'ici 2020.

*Si vous êtes élu, vous engagez-vous en faveur de cette proposition ?*

En matière de financement climatique, les députés du Front de Gauche défendent les fonds onusiens (Vert et d'adaptation), obtenus difficilement, nous le savons. Pour autant, l'enjeu est maintenant d'accéder a minima au financement prévu par les pays. Nous en sommes encore loin malheureusement. Ce sera donc l'un des engagements des députés du Front de Gauche que d'utiliser le Parlement Européen comme un levier dans la mobilisation de ces fonds en l'inscrivant dans la stratégie climatique de l'Europe à 2030.

Nous nous mobiliserons en tant que députés européens pour que des financements additionnels puissent être mis en place en matière de développement. Nous savons effectivement, suite au dernier rapport du GIEC par exemple, que les fonds prévus en matière de lutte contre le changement climatique et d'adaptation, quand bien même ils seraient atteints, ne seraient pas encore suffisant. C'est donc un enjeu cardinal pour la mandature à venir.

Par ailleurs, cela implique de lutter contre tous les types de financiarisation climatiques dont les conséquences des projets pour les populations locales sont aujourd'hui dramatiques.

En matière d'aide au développement, notre engagement est celui de la coopération internationale contre la concurrence et le libéralisme. Aussi, nous sommes opposés aux partenariats publics privés et aux co-financements qui ne peuvent qu'entraîner des distorsions ou des conditionnements des aides à des fins géopolitiques et économiques. Pour autant, si nous ne sommes pas majoritaires à la sortie des élections, nous défendrons le renouvellement de ces aides.

Au delà, nous sommes très favorables à des systèmes de financements solidaires comme ceux dont Yasuni ITT a été le précurseur. Il s'agit d'un système d'aider innovant et en parfaite cohérence avec les enjeux climatiques et écologiques

.....

Coordination SUD souhaite réaffirmer que les programmes d'aide communautaire ne doivent pas être utilisés afin de promouvoir les intérêts économiques ou géostratégiques des Etats européens.

Les instruments financiers de l'Union européenne, axés vers l'atteinte des objectifs de développement et d'aide humanitaire, figurent au titre 4 « L'Europe dans le monde » du Cadre Financier Pluriannuel. A travers ces instruments, les États membres de l'Union européenne se sont engagés à atteindre collectivement 0,7% du RNB dédié à l'aide publique au développement et à veiller à ce qu'une proportion de 90 % au moins de l'aide extérieure globale soit éligible à l'aide publique au développement. Dans le « programme pour le changement », l'Union européenne a formulé une politique de développement ambitieuse : ce programme identifie les priorités de la politique de développement de l'Union, en particulier l'accès à l'éducation, à la santé et à la protection sociale (engagement d'allouer 20% de l'aide européenne pour appuyer la santé et l'éducation de base), le développement agricole et la sécurité alimentaire. Ces engagements ont été intégrés aux règlements des instruments financiers.

**Coordination SUD demande aux futur(e)s parlementaires européen(ne)s de s'assurer, a minima, du maintien des engagements financiers de l'UE pour l'aide au développement et l'aide humanitaire.**

*Si vous êtes élu, vous engagez-vous en faveur de cette proposition ?*

Oui. Mais, cette position est insuffisante et nous nous battons pour que le budget de l'Union européenne contribue à atteindre l'engagement de 0,7%. La crise sert de prétexte à des coupes dans les crédits de l'aide au développement. Ne faut-il pas réfléchir à un système contraignant pour que les États membres et qui ne respectent pas leurs engagements comme l'UE a été capable de créer un système de sanction pour le non respect des 3 pour cent de déficit ?

L'Union européenne est le premier bailleur d'aide humanitaire au monde. L'aide d'urgence, mise en œuvre par les 190 partenaires de la direction générale ECHO, permet de répondre à des situations de crise dans 80 pays et touche environ 150 millions d'êtres humains. Cependant, ECHO connaît actuellement de graves difficultés financières et voit la moitié de son budget 2014 menacé (400 millions d'euros). Ces dysfonctionnements, sont susceptibles d'entraîner des conséquences immédiates et graves pour les populations secourues.

**Coordination SUD demande aux futur(e)s parlementaires européen(ne)s de veiller à la sanctuarisation du budget d'ECHO à partir de 2015.** Lors de la révision du CFP en 2016 et du passage d'éventuels amendements budgétaires, ils devraient défendre une aide humanitaire européenne à la mesure des besoins et à la hauteur du rôle de l'Europe dans le monde.

*Si vous êtes élu, vous engagez-vous en faveur de cette proposition ?*

Oui. Alors que se multiplient les conflits, les guerres civiles ou régionales, alors que les dérèglements climatiques ont des conséquences dramatiques sur les populations, ce budget ne peut être la variable d'ajustement des budgets européens. Il faut même instaurer un droit de revoyure annuelle.

Cesser de comptabiliser les prêts octroyés via un recours au marché des capitaux dans l'aide publique au développement (APD) européenne. En effet, ces prêts des agences de financement du développement ne proviennent pas du budget des États et masquent donc une baisse effective de l'APD, mettant ainsi en œuvre une logique de rentabilité financière plus que de développement.

*Si vous êtes élu, vous engagez-vous en faveur de cette proposition ? Comment comptez-vous la mettre en œuvre ?*

Oui. Les règles appliquées aux États de l'Union sont transposées aux politiques de développement. Ces mauvaises recettes masquent la réalité du désengagement public.

Adresser des demandes d'investigation à la Commission européenne, lorsque l'aide au développement européenne soutient des entreprises multinationales dans leurs investissements au Sud, dans le cadre d'initiatives multilatérales portées au nom du développement et qui mettent en leur centre le secteur privé (ex : la Nouvelle Alliance du G8 pour la sécurité alimentaire).

*Si vous êtes élu, vous engagez-vous en faveur de cette proposition ?*

Oui, mais ces investissements ne sont inspirés que par la logique du profit immédiat. Il favorise les délocalisations du fait des écarts de niveaux de vie et des législations sociales et environnementales. En proposant des visas sociaux et environnementaux les élus front de gauche travailleront cette proposition avec les syndicats et les associations du sud ou celles du nord qui y interviennent.

Il faut par ailleurs aller au delà : l'autorisation d'activités sur le territoire européen/français des multinationales doit être conditionné :

- au respect du droit du travail et des règles de l'OIT partout où elles opèrent dans le monde, y compris au travers de filiales et de sous-traitances,
- à la non implication dans des processus d'accaparement de terres,
- à la non implication dans la production ou le transport d'agro-carburants,
- à la non utilisation de paradis fiscaux.

Notre position est par ailleurs que l'Union européenne se doit de soutenir les initiatives des organisations des Nations-Unies et non d'initiatives situées en marge de celles-ci comme la Nouvelle Alliance du G8.

Produire un rapport d'initiative parlementaire pour interpeller les agences européennes de financement du développement sur la nécessité de renforcer leurs critères d'octroi, à l'égard des acteurs du secteur privé. Ces critères devraient inclure la responsabilité sociale, environnementale et fiscale, assurer le respect des droits humains et être l'objet d'un suivi renforcé.

*Si vous êtes élu, vous engagez-vous en faveur de cette proposition ?*

Oui.

Toute aide directe ou indirecte de l'Europe doit être conditionnée au respect par les entreprises des critères suivants :

- respect du droit du travail et des règles de l'OIT partout où elles opèrent dans le monde, y compris au travers de filiales et de sous-traitances,
- non implication dans des processus d'accaparement de terres,
- non implication dans la production ou le transport d'agro-carburants,
- non utilisation de paradis fiscaux.

Nous défendons la mise en place de visas écologiques et sociaux afin de conditionner les importations de produits au respect de normes fondamentales dans ces domaines.

Mettre en place une taxe sur les transactions financières au niveau européen, basée sur une assiette large (incluant les produits dérivés), et que la majorité des produits de cette taxe soient affectés de manière additionnelle à la solidarité internationale (développement et aide humanitaire, lutte contre le changement climatique).

*Si vous êtes élu, vous engagez-vous en faveur de cette proposition ?*

Oui, sachant que l'assiette doit être suffisamment large pour permettre de financer également des actions en faveur de l'emploi, des services publics et de la transition écologique au sein de l'espace européen.

Par ailleurs, les paradis fiscaux permettent aux grandes fortunes et aux grandes entreprises de piller impunément les budgets publics. Ils brisent l'égalité devant l'impôt et assurent le blanchiment d'activités criminelles de toutes sortes. Ils encouragent la concurrence entre Etats vers le moins disant fiscal au détriment des finances publiques. Nous en avons assez des indignations hypocrites qui ne sont jamais suivies d'effet. Nous bloquerons tout mouvement de capitaux allant vers un paradis fiscal, y compris au sein de l'UE (Luxembourg, etc.). A terme, nous sommes favorables à conditionner les autorisations d'activités des entreprises sur les territoires européen et national au non recours aux paradis fiscaux, que ce soit de façon directe ou indirecte via des filiales.

Maintenir l'indépendance de la Direction Générale de l'aide humanitaire (ECHO) vis-à-vis du Service Européen pour l'Action Extérieure afin de préserver sa capacité à mettre en œuvre son mandat humanitaire en toute impartialité et neutralité. Cela permettra de veiller au respect par l'Union européenne de son engagement à assurer une réponse équilibrée entre les différentes crises, en s'appuyant sur les besoins et en coordonnant les différents mécanismes de financement, pour permettre une continuité des secours.

*Si vous êtes élu, vous engagez-vous en faveur de cette proposition ?*

Oui, même si toutes les structures européennes sont à revoir. La hiérarchie entre les commissions et en particulier la suprématie du commissaire à la concurrence pollue et oriente les politiques européennes.

.....

---

## **11. DIVERS**

Avez-vous des réactions ou des commentaires sur tout ou partie de ce questionnaire ? Quels autres engagements majeurs votre parti a-t-il pris ?

L'Europe actuelle est dominée par la finance et constitue un outil pour la libéralisation des économies, la mise en concurrence des systèmes économiques et sociaux, la guerre économique au profit des multinationales. Ses objectifs affichés en matière de développement cachent mal son ambition de servir avant tout ces multinationales. Cette politique mène à la guerre entre les peuples et à une destruction de l'écosystème planétaire. Le Front de Gauche appelle à une rupture avec cette Europe et une refondation sur de nouvelles bases. Avec les pays du Sud, les relations doivent être refondées sur la base de la coopération, de la solidarité, du respect des autonomies politiques (souveraineté alimentaire notamment) et de l'engagement commun en faveur de l'écosystème planétaire. Les relations seront privilégiées avec les pays et régions du Sud s'engageant dans des politiques de développement autonomes en faveur des populations et de l'environnement, privilégiant les secteurs et les organisations populaires (paysannerie, artisanat et petite industrie, etc.) et impliquant une résistance aux injonctions libérales des organismes multilatéraux (FMI, banque Mondiale, OMC), aux pressions des grandes puissances et des lobbys des multinationales ; la protection des paysannes rurales et des espaces naturels contre les accaparements de terres. La priorité doit être, chaque fois que possible, à la relocalisation des économies dans le cadre d'ensembles régionaux

Nous sommes en faveur d'une refondation de la Politique Agricole Commune sur le principe de souveraineté alimentaire et de relocalisation des économies. Dans le même temps, nous soutenons les stratégies de souveraineté alimentaire des pays du Sud.

Dans ce contexte, le grand marché transatlantique (GMT) est un projet d'accord de libre échange entre l'Union européenne et les États Unis, au service des grandes firmes transnationales. Loin d'être un sujet technique, le GMT est un sujet déterminant pour l'avenir social, écologique, économique et démocratique de l'Europe, mais également pour l'ensemble du monde car il constituerait un point d'appui pour imposer les mêmes règles aux pays du Sud. Le principe du recours à des tribunaux d'arbitrage privés, acté dans le mandat de négociations de la Commission européenne, est inadmissible. Ce serait une remise en cause insupportable de la souveraineté juridique des Etats aux profits du capital financier transnational. Ils permettraient par exemple aux multinationales d'attaquer les Etats ayant adopté des législations contre les OGM et contre l'exploitation des gaz de schistes et autres hydrocarbures non conventionnels.

Nous sommes demandeurs d'une collaboration avec les organismes de solidarité internationale pour la formulation et le suivi de propositions concrètes dans ces différents domaines.

.....